



## Convention de reversement Démonstrateur INCLUDE

Vu la convention de préfinancement du projet INCLUDE signée en date du 7 décembre 2021.

Vu le Contrat Attributif d'Aide ANR-21-DMES-0005 signé en date du 6 juin 2022.

ENTRE :

**L'Université Claude Bernard Lyon 1**

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,  
Dont le siège est situé 43 boulevard du 11 novembre 1918 - 69622 VILLEURBANNE Cedex,  
N° SIRET 196 917 744 00019, Code NAF 85.42Z,  
Représentée par son Président, Monsieur Frédéric FLEURY

Ci-après désignée par « **UCBL** »,

D'une part

ET

**L'Université Lumière Lyon 2**

Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,  
Dont le siège est situé 86 rue Pasteur 69365 LYON,  
N° de SIRET 196 917 751 00014, code NAF 85.42Z,  
Représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER,

Ci-après désignée par « **Lyon 2** »,

D'autre part

Ci-après dénommés individuellement par « la Partie » ou collectivement par « les Parties »

### ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Cette convention précise les modalités de reversement des fonds alloués à Lyon 2 pour la réalisation des actions prévues dans le projet INCLUDE :

- Engager le travail relatif aux actions sur lesquelles il est positionné
- Participer à la production des livrables communs à l'ensemble des actions
- Participer aux réunions de travail communes
- Fournir les données nécessaires au calcul du niveau des indicateurs qui seront exigés par le financeur

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : Objet.....	3
ARTICLE 2 : Rôle de l'UCBL.....	3
ARTICLE 3 : Rôle de Lyon 2 .....	3
ARTICLE 4 : Communication.....	3
ARTICLE 5 : Modalités financières .....	3
5.1 Calendrier et échéancier .....	4
5.2 Coordonnées bancaires .....	4
ARTICLE 6 : Eligibilité des dépenses .....	4
ARTICLE 7 : Restitution éventuelle du financement.....	5
ARTICLE 8 : Durée de la convention .....	5
ARTICLE 9 : Modification de la convention.....	5
ARTICLE 10 : Résiliation de la convention .....	5
ARTICLE 11 : Loi applicable – litige .....	6



## **LES PARTIES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions de reversement par l'UCBL à Lyon 2 du financement attribué dans le cadre du projet INCLUDE.

La présente convention définit le rôle des Parties.

### **ARTICLE 2 : Rôle de l'UCBL**

L'UCBL est l'établissement porteur du projet INCLUDE pour le site.

A ce titre, il est destinataire du financement et s'engage à :

- Accompanyer la mise en œuvre du projet
- Assurer le suivi administratif et financier du projet
- Procéder au reversement des financements auprès des partenaires du projet conformément à l'annexe financière

### **ARTICLE 3 : Rôle de Lyon 2**

Lyon 2 s'engage à :

- Engager le travail relatif aux actions sur lesquelles il est positionné
- Participer à la production des livrables communs à l'ensemble des actions
- Participer aux réunions de travail communes
- Réaliser le projet dans les délais définis et en cas de difficultés dans le respect de ces conditions, il s'engage à en informer l'établissement porteur dans les meilleurs délais
- Fournir à l'UCBL, dans un délai de trente jours ouvrés après demande écrite, tous les éléments en sa possession permettant de répondre aux éventuelles demandes du financeur
- Utiliser les sommes versées exclusivement dans le cadre du projet

### **ARTICLE 4 : Communication**

Toutes les publications et les communications réalisées dans le cadre du projet INCLUDE devront mentionner le soutien apporté par l'ANR au titre de France 2030, en indiquant le numéro du Contrat ANR-21-DMES-0005. Les logos de l'UCBL, du PIA et de « France 2030 » devront apparaître.

### **ARTICLE 5 : Modalités financières**

Le montant total initialement prévu dans le cadre du Projet est de 462 976 € (quatre cent soixante-deux mille neuf cent soixante-seize).



## 5.1 Calendrier et échéancier

L'UCBL s'engage à reverser à Lyon 2 la somme totale de 462 976 € (quatre cent soixante-deux mille neuf cent soixante-seize) hors champ de la TVA.

Pour rappel, le versement de l'échéance initiale de 46 298 € (quarante-six mille deux cent quatre-vingt-dix-huit) est prévu suite à la signature de la convention de reversement signée en date du 1<sup>er</sup> mars 2022.

Lyon 2 s'engage à adresser à l'UCBL sous format électronique un relevé récapitulatif des dépenses exécutées au cours de chaque semestre écoulé au titre du Projet certifié par l'Agent Comptable de l'établissement ainsi qu'une copie des factures d'achat.

L'UCBL s'engage à verser le montant des dépenses effectuées dans le cadre du Projet dans les 30 jours à compter de la date de réception de chaque relevé de dépenses sous réserve que l'Etat ait versé à l'UCBL les montants nécessaires.

Si le montant des dépenses figurant dans le relevé de dépenses est inférieur au montant de l'échéance initiale de 46 298 € (quarante-six mille deux cent quatre-vingt-dix-huit) prévue suite à la signature de la convention de reversement, signée en date du 1<sup>er</sup> mars 2022, aucune somme ne sera versée.

Lyon 2 s'engage à restituer les sommes indûment perçues sur présentation d'une facture de l'UCBL.

Le montant n'est pas révisable à la hausse, sauf accord des Parties.

L'UCBL se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

## 5.2 Coordonnées bancaires

Les versements se feront sur le compte bancaire dont les coordonnées sont précisées ci-dessous :

Lyon 2

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé
10071	69000	00001004332	66

## **ARTICLE 6 : Eligibilité des dépenses**

Les dépenses éligibles sont celles prévues dans le budget établi par l'établissement dans la limite de 462 976 € (quatre cent soixante-deux mille neuf cent soixante-seize).

Equipement	Fonctionnement	Frais gestion	RH	Total
28 518 €	13 795 €	- €	420 663 €	462 976 €

Les dépenses sont éligibles **du 01/01/2022 au 31/12/2024**.

Dans le cas où une dépense engagée par Lyon 2 au titre de cette convention ne serait pas jugée éligible par le financeur, Lyon 2 s'engage à reverser la part du financement correspondant à cette dépense à l'UCBL dans un délai de trois mois après que l'UCBL en ait fait la demande.

Lyon 2 s'engage à respecter les procédures de justifications annuelles des dépenses mise en place par le financeur.

#### **ARTICLE 7 : Restitution éventuelle du financement**

Le financement devra être restitué, en tout ou partie, à l'UCBL dans les cas suivants :

- L'utilisation du financement octroyé est différente de celle mentionné à l'article 1 de la présente convention
- Toutes les sommes versées n'ont pas été justifiées
- Certaines des obligations prévues dans la présente convention, et auxquelles doit s'astreindre Lyon 2, n'ont pas été respectées
- Si l'ensemble des subventions publiques perçues par Lyon 2 excède les dépenses engagées pour la réalisation du projet
- La dissolution de Lyon 2 entraînera le reversement du financement au prorata de la réalisation du projet
- Le versement des fonds par le financeur à l'UCBL est annulé

#### **ARTICLE 8 : Durée de la convention**

La présente convention démarre à sa date de signature et s'achève au plus tard après exécution complète des obligations par les Parties.

#### **ARTICLE 9 : Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

#### **ARTICLE 10 : Résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée par l'une des Parties en cas de non-exécution, par une ou plusieurs Parties, de ses engagements.

La présente convention peut également être résiliée par l'une des parties pour motif d'intérêt général dûment justifié.



La résiliation ne devient effective que dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande transmise par lettre recommandée avec accusé de réception après bilan financier des versements effectués et des dépenses justifiées.

### **ARTICLE 11 : Loi applicable – litige**

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire de leurs autorités respectives. Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de deux (2) mois à compter de la survenance du différend, notifiée par la Partie plaignante aux autres Parties, le litige sera définitivement tranché par les tribunaux compétents.

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le 23 septembre 2022.

Pour Lyon 2

Pour l'UCBL

La Présidente  
Nathalie DOMPNIER

Le Président  
Frédéric FLEURY